
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1891-1892.

Tableau des projets et des propositions de loi dont la Chambre est saisie.

I. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DONT LES RAPPORTS SONT FAITS.

1. **ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE.** Proposition faite par M. Funck, le 16 novembre 1870 (n° 14). Rapport de M. de Haerne, du 31 janvier 1872 (n° 58).
2. **TRADUCTION FLAMANDE DES ANNALES PARLEMENTAIRES.** Proposition faite par M. Bara, le 31 janvier 1872 (n° 54). Rapport de M. Kervyn de Lettenhove, du 21 décembre 1872 (n° 79).
3. **RANG ET MODE DE RECRUTEMENT ET D'AVANCEMENT** des officiers du corps de l'intendance militaire et du service administratif de l'armée. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 6). Rapport de M. Léon Visart, du 12 décembre 1872 (n° 64).
4. **Sommes versées à la CAISSE DE REMPLACEMENT.** Proposition faite par quatre Représentants, le 8 décembre 1875 (n° 40). Rapport de M. Woeste, du 26 avril 1876 (n° 167).
5. **MODIFICATIONS** au paragraphe 4 de l'article 78 de la LOI COMMUNALE. Proposition faite par M. Lelièvre, le 14 mars 1876 (n° 125). Rapport de M. Julliot, du 19 juin 1879 (n° 176).
6. **TITRES AU PORTEUR.** Projet présenté par le Gouvernement, le 19 décembre 1876 (n° 55). Rapport de M. Woeste, du 6 mars 1891 (n° 104).
7. **MODIFICATIONS** à la loi du 25 ventôse an XI, sur le NOTARIAT. Projet transmis par le Sénat, le 21 mars 1876 (n° 151). Rapport de M. Drubbel, du 5 juillet 1877 (n° 212) (1).

(1) Un amendement (n° 66, session de 1877-1878) a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 7 février 1878.

8. 1° TAXE SUR LES CHEVAUX, en abolissant l'impôt des chevaux mixtes. Proposition faite par M. Amédée Visart, le 8 août 1878 (n° 18) ; — 2° TAXE SUR LES CHEVAUX EMPLOYÉS A L'AGRICULTURE. Proposition faite par M. Thibaut, le 25 mai 1879 (n° 152). Rapport (sur les deux propositions) de M. D'Elhoungne (n° 179 de 1878-1879) (¹).
9. CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Projets présentés par le Gouvernement, les 5 mars et 24 juillet 1879, 1° livres I et II (n° 88) ; — 2° livre III (n° 238).
- A. Titres II, III et IV, livre I^{er} (projet de loi soumis au second vote, n° 75, session de 1886-1887) (²).
- B. Rapports de M. Thonissen :
- 1° Du 17 février 1880, sur le chap I^{er}, titre II, livre I^{er} (n° 78) ;
 - 2° Du 1^{er} décembre 1881, sur les chapitres II et III, titre II, livre I^{er} (n° 51) ;
 - 3° Du 2 mars 1882, sur le chapitre IV, titre II, livre I^{er} (n° 122) ;
 - 4° Du 24 mars 1882, sur le chapitre V, titre II, livre I^{er} (n° 154) ;
 - 5° Du 20 avril 1882, sur le chapitre VI, titre II, livre I^{er} (n° 181) ;
 - 6° Du 15 novembre 1882, sur le titre III, livre I^{er} (n° 5) ;
 - 7° Du 21 février 1885, sur le titre IV, livre I^{er} (n° 98) ;
 - 8° Du 29 mai 1885, sur le titre I^{er}, livre II (n° 171) (³) ;
 - 9° Du 20 novembre 1885, sur le titre II, livre II (n° 5) (⁴) ;
 - 10° Du 14 décembre 1885, sur le titre III, livre II (n° 50) ;
 - 11° Du 14 décembre 1885, sur le titre IV, livre II (n° 51) ;
 - 12° Du 30 janvier 1884, sur le titre V, livre II (n° 74) ;
 - 13° Sur le titre I^{er}, livre III, session de 1880-1881 (n° 119) ;
 - 14° Du 28 février 1884, sur le titre II, livre III (n° 101) ;
 - 15° Du 28 février 1884, sur le titre III, livre III (n° 102) ;
 - 16° Du 14 mars 1884, sur le titre IV, livre III (n° 116) ;
 - 17° Du 14 mars 1884, sur le titre V, livre III (n° 117) ;
 - 18° Du 14 mars 1884, sur le titre VI, livre III (n° 118) ;
 - 19° Du 14 mars 1884, sur le titre VII, livre III (n° 119) ;
 - 20° Du 8 mai 1884, sur le titre VIII, livre III (n° 180) ;
 - 21° Du 8 mai 1884, sur le titre IX, livre III (n° 181) ;
 - 22° Du 8 mai 1884, sur le titre X, livre III (n° 182).

(¹) Dans la séance du 4 juillet 1879, ces propositions ont été ajournées.

(²) Les articles 176 et 177 du chapitre VI, titre II, livre I^{er}, ont fait l'objet d'un projet de loi spécial qui a été adopté dans la séance du 12 avril 1889. (Voir, n° 195, du 11 mai 1888 et 114, du 14 février 1889.)

(³) Les articles 1 à 42 du livre II ont été votés en première lecture, à l'exception des articles 4, 20, 21, 22, 43, qui ont été renvoyés à la Commission, et des articles 24, 25, 32, 53, 56 qui ont été réservés. Des amendements, n° 85 et 86 (session de 1886-1887) ont été renvoyés à la Commission, qui se compose actuellement de MM. DE LANTSHEERE, président, BEGEREN, JACOBS, WOESTE et JANSON.

(⁴) La section II du projet de la commission a fait l'objet d'un projet spécial présenté par le Gouvernement, le 13 avril 1890 (n° 150), qui a été renvoyé à une Commission spéciale. (Voir, n° 56, p. 3.)

10. PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES. Proposition faite par la section centrale du budget des dotations pour l'exercice 1881 (n° 38 du 23 décembre 1880). Rapport de M. Olin, du 14 juillet 1881 (n° 208).
11. MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES. Propositions faites les 30 juin, 1^{er} et 15 juillet 1881 (n° 174, 178 et 207). Rapport de M. De Vigne, du 20 juillet 1885 (n° 210) (1).
12. ABROGATION des articles 75 à 78 de la loi du 21 avril 1810 sur les MINES. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 décembre 1881 (n° 37). Rapport de M. Pirmez, du 25 avril 1885 (n° 120).
13. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE DANS LES LIMITES CONSTITUTIONNELLES, (*bases nouvelles pour l'assiette de la contribution personnelle*). Partie de la proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 36). Rapport de M. Woeste, du 30 mars 1882 (n° 163), sur les articles ayant pour objet l'extension du suffrage.
14. CRÉDITS SPÉCIAUX pour l'exécution de TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. § 3^o de l'article 1^{er} du projet présenté par le Gouvernement, le 18 avril 1882 (n° 176) (2). Rapport de M. Scailquin, du 6 mai 1882 (n° 218).
15. MODIFICATIONS DES ARTICLES 16 ET 17 DE LA LOI DU 23 MARS 1876. Proposition faite par cinq Représentants, le 24 janvier 1885 (n° 76). Rapport de M. Hanssens, du 3 avril 1885 (n° 123) (3).
16. IMPOT SUR LE REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 30 mai 1885 (n° 176). Rapport de M. T'Serstevens, du 31 juillet 1885 (n° 227) (4).
17. INSTRUCTION OBLIGATOIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 juillet 1885 (n° 197). Rapport de M. Wagener, du 23 mars 1884 (n° 139).
18. Anonymat pour la SOCIÉTÉ DES GALERIES SAINT-HUBERT. Projet présenté par le Gouvernement, le 31 juillet 1885 (n° 229) (5). Rapport de M. Buls, du 1^{er} août 1885 (n° 232).

(1) Dans la séance du 14 août 1885, la disposition d'un article 4, proposée par M. Janson, le 10 août précédent (n° 232), lors de la discussion du projet de réforme électorale pour la province et la commune, a été ajournée et renvoyée à une discussion portant sur les mesures générales à prendre pour toutes les élections.

(2) Dans la séance du 12 mai 1882, la discussion du crédit concernant le paragraphe 3^o a été ajournée.

(3) Dans la séance du 25 juin 1885, la discussion de cette proposition de loi a été ajournée.

(4) L'article 1^{er} amendé et la disposition rejetée du n° 1^o de l'article 2 doivent être soumis à un second vote.

(5) Un amendement présenté par M. le Ministre des Finances, le 30 novembre 1885 (n° 37), a été renvoyé à la Commission qui est composée de MM. DE LANTSBEERE, BULS, JULIEN WARBANT, LIEBAERT, MESENS, WOESTE.

19. RÉORGANISATION DU CORPS D'ÉTAT-MAJOR. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 février 1884 (n° 94). Rapport de M. Thonissen, du 9 mai 1884 (n° 186).
20. Transfert à Visé du CHEF-LIEU DU CANTON DE JUSTICE DE PAIX DE DAELHEM. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 mars 1884 (n° 129). Rapport de M. Bouvier, du 14 mai 1884 (n° 216).
21. POLICE DE LA PROSTITUTION. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1884 (n° 250). Rapport de M. Fris, du 8 juin 1887 (n° 213).
22. ARRANGEMENT conclu, le 14 mai 1884, avec la France, pour régler l'ALIMENTATION DU CANAL DE L'ESPIERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 février 1885 (n° 67). Rapport de M. Tack, du 12 mai 1886 (n° 200).
23. REVISION DU TARIF DOUANIER en ce qui concerne LES FILS ET LES TISSUS DE COTON ET LES FILS DE LAINE. Projet présenté par le Gouvernement, le 29 juillet 1885 (n° 209). Rapport de M. Tack, du 7 août 1885 (n° 222).
24. PORT DES ARMES DE CHASSE ET DES ARMES DE GUERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 avril 1886 (n° 130). Rapport de M. Nothomb, du 15 mai 1886 (n° 201).
25. ENREGISTREMENT AU DROIT FIXE PROVISOIRE DE FR. 2-30 DES ACTES SOUS SEING PRIVÉ PASSIBLES D'UN DROIT PROPORTIONNEL SUPÉRIEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 novembre 1887 (n° 5). Rapport de M. Eeman du 9 février 1888 (n° 88).
26. APPLICATION AUX ÉLECTIONS DES DIFFÉRENTS DEGRÉS DES PRINCIPES DE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 24 janvier 1888 (n° 78). Articles de la proposition de loi, le 17 janvier 1888 (n° 69). Rapport de M. Begerem, du 6 mai 1891 (n° 146).
27. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 16 AOUT 1887 RELATIVE AU PAIEMENT DES SALAIRES DES OUVRIERS. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 11 mai 1888 (n° 194). Rapport de M. Nothomb, du 17 mai 1888 (n° 202).
28. PERSONNIFICATION CIVILE ACCORDÉE AUX UNIONS PROFESSIONNELLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 287). Rapport de M. Schollaert, du 19 mars 1891 (n° 127).
29. ALLOCATION D'UNE SOMME DE 106,791 FRANCS, AUGMENTÉE DES INTÉRÊTS LÉGAUX Y AFFÉRENTS, A. M. J. BURNAY, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES, A LIÈGE. Proposition faite par MM. de Favereau et Julien Warnant, le 22 novembre 1888 (n° 10). Rapport de M. Julien Warnant, du 9 août 1889 (n° 298). Note du Gouvernement, n° 40 (session de 1888-1889).

50. MODIFICATIONS A LA LOI HYPOTHÉCAIRE ET INSTITUTION D'UN PRIVILÈGE POUR LES SOMMES DUES A RAISON DE LIVRAISON D'ENGRAIS. Projet présenté par le Gouvernement, le 12 décembre 1888 (n° 43). Rapport de M. Van Cleemputte, du 12 février 1889 (n° 103) (4).
51. MISE A LA CHARGE DE L'ÉTAT DES INDEMNITÉS A PAYER POUR DOMMAGES CAUSÉS AU COURS DES GRÈVES. Proposition faite par M. Giroul, le 29 mars 1889 (n° 159). Rapport de M. Bilaut, du 10 août 1889 (n° 301) (5).
52. REVISION DU DÉCRET DU 10 VENDÉMAIRE, AN IV, SUR LA POLICE INTÉRIEURE ET LA RESPONSABILITÉ DES COMMUNES. Proposition faite par M. Giroul, le 21 mai 1889 (n° 174). Rapport de M. Eeman, du 25 février 1890 (n° 108) (6).
53. TRAVAIL DANS LES MINES ET CRÉATION D'UNE DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. Proposition faite par M. Janson, le 17 janvier 1890 (n° 66). Rapport de M. Sabatier, du 30 juillet 1891 (n° 238).
54. LOCATION DES BIENS RURAUX APPARTENANT AUX ÉTABLISSEMENTS QUI JOUISSENT DE LA PERSONNIFICATION CIVILE. Proposition faite par M. Henricot, le 25 janvier 1890 (n° 71). Rapport de M. Van der Bruggen, du 6 mars 1890 (n° 122) (4).
55. HYPNOTISME. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 155). Rapport de M. Eeman, du 24 avril 1891 (n° 141).
56. RÉGLEMENTATION DE L'INSTRUCTION DES FLAGRANTS DÉLITS DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 150). Rapport de M. Dohet, du 11 juin 1891 (n° 171) (5).
57. AUTORISATION POUR LE GOUVERNEMENT D'INTERVENIR DANS LE RÉGLEMENT DES INDEMNITÉS DUES, A RAISON DES DOMMAGES CAUSÉS, LORS DES TROUBLES DE MARS 1886, DANS L'ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1890 (n° 24). Rapport de M. Philippot, du 16 avril 1891 (n° 157) (6).
58. MODIFICATIONS A LA LOI DU 16 MARS 1865, MODIFIÉE PAR CELLE DU 1^{er} JUILLET 1869, INSTITUANT UNE CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. Proposition faite par M. Carlier, le 26 février 1891 (n° 91). Rapport de M. de Corswarem, du 29 mai 1891 (n° 159) (7).

(1) Dans la séance du 14 mai 1889, le projet de loi adopté au premier vote (n° 165 du 10 mai) a été renvoyé à la section centrale.

(2) Voir n°s 32 et 37, même page.

(3) Voir n°s 31 et 37, même page.

(4) Un amendement a été présenté par M. Henricot, le 9 mai 1890 (n° 184).

(5) Voir p. 2, n° 9-9°.

(6) Voir n°s 31 et 32, même page.

(7) Des amendements présentés les 10 et 15 juillet 1891 (n° 215 et 222) ont été renvoyés à la Commission, dans la séance du 16 juillet 1891.

39. MESURES POUR ÉVITER LA VENTE FORCÉE DES PETITS HÉRITAGES EN CAS DE DÉCÈS. Proposition faite par M. Van der Bruggen, le 18 mars 1891 (n° 120). Rapport de M. de Corswarem, du 14 juillet 1891 (n° 218).
40. BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES POUR L'EXERCICE 1891. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juin 1891 (n° 162). Rapport de M. Ancion, du 23 juillet 1891 (n° 229) (1).
41. MODIFICATIONS A QUELQUES DISPOSITIONS RELATIVES AU MARIAGE. Proposition faite par M. Woeste, le 10 juin 1891 (n° 170). Rapport de M. Bilaut, du 7 juillet 1891 (n° 205).
42. AUTORISATION POUR LE GOUVERNEMENT DE RÉGULARISER LES CONCESSIONS DE TRAMWAYS OCTROYÉES PAR LES COMMUNES ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 9 JUILLET 1875. Projet de loi présenté par le Gouvernement, le 22 juillet 1891 (n° 226). Rapport de M. Fris, du 8 août 1891 (n° 252).
45. REVISION DES ARTICLES 47, 53 ET 56 DE LA CONSTITUTION. Proposition faite par M. Janson, le 27 novembre 1890 (n° 49). Rapport de M. de Smet de Naeyer du 14 août 1891 (n° 261).

II. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EN SECTION CENTRALE.

1. MODIFICATIONS aux articles 75, 76, 77, 155, 155, 156 et 157 DE LA LOI COMMUNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 décembre 1870 (n° 57) (2).
2. DROIT DE SUCCESSION sur les immeubles situés en pays étranger. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 1^{er} juin 1871 (n° 155) (3).
5. MODIFICATIONS AUX ATTRIBUTIONS DES DÉPUTATIONS PERMANENTES DES CONSEILS PROVINCIAUX. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 5 mars 1874 (n° 105) (4).
4. RACCORDEMENTS INDUSTRIELS PAR CHEMINS DE FER. Seconde partie du projet présenté par le Gouvernement, le 21 avril 1875 (n° 141) (5).

(1) Dans la séance du 14 août 1891, la Chambre a diminué le crédit demandé à l'article 55 de 100,000 francs, afin de permettre à la section centrale de se livrer à une information supplémentaire relativement aux crédits sollicités pour les fortifications de la Meuse. (N° 258 du 11 août 1891.)

(2) Section centrale : MM. VANDER DONCKT, VAN ISEGHEM, SMOLDERS, DE CLERCQ, SANTRIN, KERVYN DE LETTENHOVE.

(3) Section centrale : MM. THONISSEN, NOTHOMB, DE MACAR, WILLEQUET, COREMANS, DUPONT.

(4) Section centrale : MM. PETY DE THOZÉE, SMOLDERS, DELCOUR, PIRMEZ, CROMBEZ, DE LEXHY.

(5) Section centrale : MM. LEFEBVRE, DE MACAR, THONISSEN, NOTHOMB, WILLEQUET, COVELIER.
— Rapport de M. NOTHOMB, session de 1876-1877 (n° 198). Dans la séance du 4 juillet 1877, le projet a été renvoyé à la section centrale.

5. **EXEMPTION D'ENREGISTREMENT** pour les actions et les obligations de sociétés établies en Belgique. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 décembre 1875 (n° 56) (1).
6. **MODIFICATIONS** à la loi du 8 mai 1848, sur la GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 mars 1876 (n° 127) (2).
7. **EMPLOIS RÉSERVÉS AUX SOUS-OFFICIERS** dans les administrations civiles de l'État. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 avril 1876 (n° 165) (3).
8. **DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MODÈLES ET DESSINS DE FABRIQUE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 12) (4).
9. **TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX.** Proposition faite par cinq Représentants, le 22 mai 1877 (n° 157) (5).
10. **ABOLITION DE LA PATENTE DES MÉDECINS, chirurgiens, accoucheurs.** Proposition faite par MM. Woeste et de Lehaye, le 14 décembre 1877 (n° 58) (6).
11. **SUPPRESSION DE TOUT TRAITEMENT POUR CAUSE DE CONDAMNATION.** Proposition faite par M. Frère-Orban, le 29 janvier 1878 (n° 60) (7).
12. **MODIFICATION DE L'ARTICLE 900 DU CODE CIVIL.** Proposition faite par M. Kervyn de Lettenhove, le 5 février 1878 (n° 65) (8).
13. **Revision du CODE ÉLECTORAL.** Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1878 (n° 90) (9).
14. **DISPOSITION PÉNALE CONTRE LA HAUSSE OU LA BAISSSE, par des moyens frauduleux, des effets publics ou AUTRES TITRES NÉGOCIABLES.** Amendement de M. Pirmez, présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans (10).

(1) Section centrale : MM. DE WÆEL, LE HARDY DE BEAULIEU, VAN HOORDE, BIEBUYCK, SMOLDERS, DEMEUR.

(2) Section centrale : MM. NOTHOMB, BOCKSTAEL, WOESTE, DELCOUR, JANNE.

(3) Section centrale : MM. PATERNOSTER, NOTHOMB, LÉON VISART, VAN HOORDE, TH. JANSSENS, VAN WAMBEKE.

(4) Section centrale : MM. MAGHERMAN, J. DE HEMPTINNE, TH. JANSSENS, DE LAET, PARMENTIER, VERBRUGGHE.

(5) Section centrale : MM. JULIEN WAGNANT, REYNAERT, KERVYN DE LETTENHOVE, DE BURLET, NOTHOMB, BULS.

(6) Section centrale : MM. WOESTE, LÉON VISART, MASCART, DE MOREAU, VAN DEN STEEN, VAN WAMBEKE.

(7) Section centrale : MM. THONISSEN, VANDENPEEREBOOM, DUPONT, FERON, JACOBS, WOESTE.

(8) Section centrale : MM. WASSEIGE, THONISSEN, JULLIOT, KERVYN DE LETTENHOVE, WOESTE, SMOLDERS.

(9) Section centrale : MM. DE MOREAU, ALEXANDRE JAMAR, PIRMEZ, KERVYN DE LETTENHOVE, DE HAERNE, SMOLDERS.

Les titres III et IV ont été adoptés par la Chambre, le 9 mai 1878.

(10) Cet amendement a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DASAERT, JANSON, JOITRAND, DE BECKER.

15. **DISPOSITION PÉNALE CONTRE L'ÉMISSION AU-DESSUS DU PAIR**, par voie de souscription publique, **DES ACTIONS DE SOCIÉTÉS**, pendant les trois premières années de leur existence. Article présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), par M. Malou, dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans (1).
16. **DISPOSITION PÉNALE CONTRE LES ÉVALUATIONS FRAUDULEUSES** pour la formation du **BILAN DE SOCIÉTÉS**. Article présenté, le 7 décembre 1881 (n° 44), par M. De Becker, dans la discussion du projet sur les faux dans les bilans (2).
17. **ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DES LOIS COMMUNALE ET PROVINCIALE**. Proposition faite par cinq Représentants, le 15 mars 1885 (n° 116) (3).
18. **EXEMPTION DES IMPOSITIONS PROVINCIALES ET COMMUNALES** en faveur de biens affectés à un service d'utilité publique. — Exigibilité et perception des impositions communales. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1885 (n° 17) (4).
19. **CRÉDIT spécial** pour rembourser les frais extraordinaires des **FUNÉRAILLES DE CONSCIENCE**. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1885 (n° 18) (5).
20. **INDEMNITÉ AUX VICTIMES DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE**. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 20 février 1884 (n° 95) (6).
21. **MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES**. Article 5 du projet présenté par le Gouvernement, le 14 mars 1884 (n° 122), et amendements de plusieurs Représentants, présentés les 9 et 10 avril 1884 (n° 160 et 164) (7).
22. **ABROGATION** des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les **RANGS ET PRÉSÉANCES DES MINISTRES DU CULTE CATHOLIQUE** et les honneurs à leur rendre. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 7 mai 1884 (n° 175) (8).
23. **ABROGATION** des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les **CÉRÉMONIES RELIGIEUSES ET INTERDICTION DE LA PARTICIPATION DE L'ARMÉE AUX CÉRÉMONIES DES CULTES**. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 mai 1884 (n° 179) (9).

(1) Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DANSAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(2) Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DANSAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(3) Section centrale : MM. FERON, WOESTE, DE LANTSHEERE, JAMME, MAGIS, JANSON.

(4) Section centrale : MM. DE SMET DE NAEYER, BULS, SABATIER, COREMANS, MÉLOT, REYNAERT.

(5) Section centrale : MM. MAGIS, LESCARTS, CALLIER, SCAILQUIN, NOTHOMB, MEYERS.

(6) Section centrale : MM. TESCH, NEUJEAN, BOCKSTAEEL, CALLIER, PIRMEZ, THONISSEN.

(7) Dans la séance du 10 avril 1884, l'article et les amendements ont été renvoyés à la section centrale, qui est composée de MM. DE VIGNE, FERON, GOBLET D'ALVIELLA, MAGHERMAN, MALOU, JACOBS.

(8) Section centrale : MM. DEMEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

(9) Section centrale : MM. DEMEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

24. RÉGLEMENTATION DE LA VENTE DES MÉDICAMENTS PAR LES MÉDECINS. Projet présenté par le Gouvernement, le 1^{er} mars 1888 (n° 105) (1).
25. AUTORISATION DE POURSUITES D'OFFICE EN CAS DE CALOMNIE, DE DIFFAMATION OU D'INJURE ENVERS LES MEMBRES DES FAMILLES DES SOUVERAINS ET CHEFS DE GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 128) (2).
26. DÉCLARATION CONCLUE LE 7-12 AVRIL 1888, ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, AU SUJET DE L'ARTICLE 56 DE LA CONVENTION DES LIMITES DU 7 AOÛT 1843. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 mai 1888 (n° 207) (3).
27. RÉORGANISATION DE LA GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 janvier 1889 (n° 81) (4).
28. DÉFENSE A TOUT MEMBRE DE L'UNE OU DE L'AUTRE CHAMBRE DE RECEVOIR UNE RÉMUNÉRATION POUR L'EXERCICE D'UNE FONCTION A LA NOMINATION DU GOUVERNEMENT. Proposition faite par MM. Tack et de Smet de Naeyer, le 14 mai 1889 (n° 163) (5).
29. MODIFICATIONS AUX N° 2 ET 5 DES LOIS ÉLECTORALES COORDONNÉES ET A L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 24 AOÛT 1885. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 288) (6).
30. PROTECTION DE L'ENFANCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 10 août 1889 (n° 502) (7).
31. NOUVELLE PERÉQUATION CADASTRALE ET RÉDUCTION PROVISOIRE DE L'IMPOT FONCIER. Proposition faite par cinq Représentants, le 6 mai 1890 (n° 168) (8).
32. REVISION DE LA LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1890 (n° 197) (9).
33. ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. Proposition faite par deux Représentants, le 15 juillet 1890 (n° 10) (10).

(1) Section centrale : MM. JACOBS, BEGEREN, HANSENS, FRIS, WOESTE, GUYOT.

(2) Section centrale : MM. BILAUT, BEGEREN, SIMONS, MEYERS, WOESTE, NOTHOMB.

(3) Section centrale : MM. HEYNEN, DE MONTPELLIER, DE SMET DE NAEYER, DE BARÉ DE COMOGNE, HANSENS, DE BRIEY.

(4) Section centrale : MM. WOESTE, DE SADELEER, NOTHOMB, EEMAN, DE MERODE, RONSE.

(5) Section centrale : MM. BILAUT, GUYOT, DE FAVREAU, NOTHOMB, DE HEMPTINKE, RONSE.

(6) Section centrale : MM. SCHOLLAERT, COLAERT, DE SMET DE NAEYER, DE BRIEY, JACOBS, JANSON.

(7) Section centrale : MM. MAGIS, COLAERT, EEMAN, SLINGENEYER, NOTHOMB, HELLEPUTTE.

(8) Section centrale : MM. TACK, HENRICOT, MEYERS, SCHAEZTEN, VAN DER BRUGGEN, DE SMET DE NAEYER.

(9) Section centrale : MM. DE COKSWAREN, CARLIER, RAEPSAET, D'ANDRIMONT, DE MERODE, DE SMET DE NAEYER.

(10) Section centrale : MM. CARTUYVELS, SAINTELETTE, DE BORCHGRAVE, JACOBS, NERINCKX, NEEF-ORBAN.

54. AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DE LA MAGISTRATURE. Proposition faite par six Représentants, le 17 juillet 1890 (n° 19) ⁽¹⁾.
55. RÉPRESSION DES ATTEINTES A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juin 1891 (n° 164) ⁽²⁾.

III. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI RENVOYÉS AUX SECTIONS.

1. ORGANISATION DE LA RÉSERVE DE L'ARMÉE. Projet présenté par le Gouvernement le 20 février 1884 (n° 93). Sections du mois de février 1884.
2. SERMENT EN JUSTICE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 avril 1884 (n° 154). Sections du mois d'avril 1884.
3. ABROGATION DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 1^{er} JUIN 1830 ET DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1879. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 14 mai 1884 (n° 214). Sections du mois de mai 1884.
4. MESURES EN FAVEUR DES INSTITUTEURS DÉMISSIONNAIRES AYANT OPÉRÉ DES VERSEMENTS DANS LES ANCIENNES CAISSES PROVINCIALES. Proposition de M. Woeste, présentée le 22 janvier 1889 (n° 77). Sections du mois de janvier 1889.
5. BUDGET DES VOIES ET MOYENS, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, I). Sections du mois de février 1891.
6. BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, II). Sections du mois de février 1891.
7. BUDGET DES DOTATIONS, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, III). Sections du mois de février 1891.
8. BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, IV). Sections du mois de février 1891.
9. BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, V). Sections du mois de février 1891.
10. BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, VI). Sections du mois de février 1891.

⁽¹⁾ Section centrale : MM. NEUJEAN, NOTHOMB, DE TROOZ, EEMAN, KERVYN DE LETTENHOVE, BILAUT.

⁽²⁾ Section centrale : MM. LEFEBVRE, VAN CLEEMPUTTE, T' KINT DE ROODENBEKE, WOESTE, DE SADELEER, JANSON.

11. BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, VII). Sections du mois de février 1891.
12. BUDGET DU MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, VIII). Sections du mois de février 1891.
13. BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, IX). Sections du mois de février 1891.
14. BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, X). Sections du mois de février 1891.
15. BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, XI). Sections du mois de février 1891.
16. BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, XII). Sections du mois de février 1891.
17. BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE, pour l'exercice 1892. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1891 (n° 95, XIII). Sections du mois de février 1891.
18. LOUAGE DE SERVICE DES OUVRIERS ET DES DOMESTIQUES. Projet de loi présenté par le Gouvernement, le 14 août 1891 (n° 260). Sections du mois d'août 1891.

IV. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI RENVOYÉS A DES COMMISSIONS.

1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 472 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 16 avril 1872 (n° 142) (1).
2. MODIFICATION à la loi du 20 décembre 1860, relative à la création de MONNAIES DE NICKEL. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 16) (2).
3. DISPOSITIONS ADDITIONNELLES A L'ARTICLE 507 DU CODE PÉNAL. Proposition faite par M. Lelièvre, le 4 mars 1875 (n° 105) (3).
4. Revision du CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Livres I à III. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 15) (4).

(1) Commission spéciale : MM. THONISSEN, ORTS, CRUYT, PIRMEZ, TESCH.

(2) Commission spéciale : MM. THONISSEN, PIRMEZ, VERWILGHEN, MALOU, JACOBS.

(3) Commission spéciale : MM. JACOBS, PIRMEZ, DRUBBEL, GUILLERY, THONISSEN.

(4) Commission spéciale : MM. WOESTE, VAN CLEEMPUTTE, JACOBS, JANSON, COLAERT, REYNAERT, NEUJEAN.

Un rapport sur les titres I et II du livre I^{er} a été fait par M. THONISSEN, le 24 février 1877 (n° 89).

Dans la séance du 19 juin 1879, le projet concernant ces deux titres a été renvoyé à la Commission.

5. AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES MINISTRES. Proposition faite par des sections centrales examinant des budgets pour l'exercice 1884 (1).
6. Rectification des LIMITES SÉPARATIVES de BAILEUX et de CUL-DES-SARTS. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1885 (n° 219) (2).
7. ÉRECTION DE LA COMMUNE DE TEN EDE. Projet présenté par le Gouvernement le 25 juillet 1885 (n° 220) (3).
8. Revision du CODE CIVIL (4) :
- 1° Titre préliminaire et titres I à VI du livre I^{er}. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 novembre 1887 (n° 15);
- 2° Titre VII à IX du livre I^{er}. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 155).
- 3° Titre X et XI du livre I^{er}. Projet projet présenté par le Gouvernement, le 9 décembre 1890 (n° 54).
- 4° Quatre articles supplémentaires au titre VII du livre I^{er}. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 juin 1891 (n° 178).
9. REVISION DE LA LOI DU 12 JUIN 1816 RÉGLEMENTANT LES ALIÉNATIONS LIQUIDATIONS ET PARTAGES DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 125) (5).
10. RÉDUCTION DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT RELATIFS AUX ACTES D'ALIÉNATIONS DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 124) (6).
11. APPLICATION DU RÉGIME CELLULAIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1889 (n° 235) (7).
12. ORGANISATION DE LA SIGNIFICATION PAR LA VOIE POSTALE DES ACTES DE LA PROCÉDURE PÉNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1889 (n° 234) (8).

(1) Commission spéciale : MM. DESCAMPS, THONISSEN, DE BECKER, DE LIEDEKERKE, DE ZEREZO DE TEJADA, VANDENPEEREBOOM, D'ELHOUNGNE, OLIN, PIRMEZ, TESCH, WASHER.

(2) Commission spéciale : MM. TOURNAY, DE CHIMAY, MINEUR, DE LIEDEKERKE, T'SERSTEVENS.

(3) Commission spéciale : MM. DE BRUYN, DE VIGNE, VANDERKINDERE, TACK, MAGIS.

(4) Commission spéciale : MM. BARA, BILAUT, COLAERT, MEYERS, NOTHOMB, REYNAERT, DE LANTSHEERE, DE SADELEER, DOHET, DUPONT, GIROUL, HANSSENS, JACOBS, NEUJEAN, JANSON, SAINCTELETTE, NERINCX, TESCH, THONISSEN, VAN CLEENPUTTE, WOESTE.

(5) Commission spéciale : MM. SCHOLLAERT, MALLAR, DEPREZ, RAEPSAET, BEGEREM.

(6) Commission spéciale : MM. SCHOLLAERT, MALLAR, DEPREZ, RAEPSAET, BEGEREM.

(7) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, BARA, DOHET, NOTHOMB, SAINCTELETTE, JACOBS, WOESTE.

(8) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, DECLERCQ, EEMAN, HANSSENS, MALLAR, MEYERS, SCHOLLAERT.

15. ÉRECTION DE LA COMMUNE D'EBLY (PROVINCE DE LUXEMBOURG). Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1889 (n° 295) (1).
14. AGGRAVATION DES PEINES EN CAS DE RÉCIDIVE. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 151) (2).
15. ORGANISATION D'ASILES SPÉCIAUX AFFECTÉS A LA SÉQUESTRATION ET AU TRAITEMENT DES ALIÉNÉS DANGEREUX ET DES MALADES DÉTENUS PRÉVENTIVEMENT OU CONDAMNÉS. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 avril 1890 (n° 152) (3).
16. CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. Titre I et II. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 mai 1890 (n° 189) (4).
17. CODIFICATION DES LOIS SUR LES DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1890 (n° 195) (5).
18. RÉPRESSION DES INFRACTIONS RELATIVES A LA CONVENTION ANTIESCLAVAGISTE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juin 1891 (n° 180) (6).
19. INSTRUCTION DES RÉPÉRÉS INSTITUÉE EN MATIÈRE COMMERCIALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 1^{er} juillet 1891 (n° 189) (7).
20. APPROBATION DE LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLUE, LE 24 JUIN 1891, ENTRE LA BELGIQUE ET L'ÉGYPTE. Projet de loi présenté par le Gouvernement, le 4 août 1891 (n° 242) (8).
21. RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1888. Projet de loi présenté par le Gouvernement, le 4 août 1891 (n° 245) (9).
22. MODIFICATIONS AUX ARTICLES 151 ET 187 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 août 1891 (n° 262) (10).

(1) Commission spéciale : MM. HEYNEN, DE BRIEY, VAN HOORDE, TESCH, JULIEN WARNANT.

(2) Commission spéciale : MM. ANSPACH-PUISSANT, BEGEREM, MEYERS, DOUCET, NEUJEAN.

(3) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, THIRIAR, BARA, NOTHOMB, WOESTE, COLAERT, DECLERCQ.

(4) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, DE BORCHGRAVE, JANSON, NEUJEAN, NOTHOMB, ANSPACH-PUISSANT, WOESTE.

(5) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, GIROUL, TESCH, JACOBS, RAEPSAET, DE CORSWAREN.

(6) Commission spéciale : MM. SABATIER, ANSPACH-PUISSANT, T'KINT DE ROODENBEKE, VAN CLEEMPUTTE, NERINCK.

(7) Commission spéciale : MM. TACK, BEGEREM, DEREINE, DE SADELEER, GRAUX, MERUS, NEUJEAN.

(8) Commission spéciale : MM. EEMAN, PATERNOSTER, REYNAERT, ANSPACH-PUISSANT, DE PITTEURS-HIÉGAERTS.

(9) Commission permanente des Finances.

(10) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, JACOBS, JANSON, WOESTE, BEGEREM.

25. APPROBATION DE LA CONVENTION CONCLUE LE 31 JUILLET 1891, ENTRE LA BELGIQUE ET LE PORTUGAL, POUR RÉSOUDRE LES CONFLITS DE LOI EN MATIÈRE DE DROIT MARITIME PRIVÉ. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 août 1891 (n° 265) (1).

V. — QUESTIONS SOUMISES A UNE COMMISSION SPÉCIALE.

1. ARTICLE 90 NOUVEAU DU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE. Proposition faite par la commission, le 2 décembre 1874 (n° 54) (2).
2. MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE : *Des délibérations de la Chambre sur les projets ou propositions de loi* ; propositions faites par la Commission spéciale (3). Rapport de M. Pirmez, du 15 avril 1888 (n° 148) (4).

VI. UNE PROPOSITION DE LOI A ÉTÉ RENVOYÉE AUX SECTIONS POUR EN AUTORISER LA LECTURE (5).

(1) Commission spéciale : MM. DE LANTSHEERE, JACOBS, VAN CLEEMPUTTE, GRAUX, SAINTE-LETTE, NOTHOMB, DECLERCQ.

(2) Commission : MM. DE BAILLET-LATOUR, DE LEHAYE, DEMORTIER, MONCHEUR, PIRMEZ, DE ZEREZO DE TEJADA, TESCH.

L'article 90 nouveau a été renvoyé à la Commission, dans la séance du 28 avril 1875.

(3) Cette partie du rapport et les propositions qu'elle contient ont été ajournées à la session prochaine et renvoyées à la Commission spéciale, dans la séance du 15 juin 1889.

(4) Une nouvelle Commission chargée d'examiner les modifications au règlement de la Chambre (revision des articles 49 et 64) a été nommée dans la session de 1885-1886 ; elle a été complétée, le 8 février 1888, de la manière suivante : MM. DE LANTSHEERE, PIRMEZ, GUILLERY, SIMONS, THIBAUT, THONISSEN, TACK.

(5) Dans la séance du 14 août 1891.

